



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/ICEF/1995/12/Rev.1
6 juillet 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Troisième session ordinaire de 1995
18-22 septembre 1995
Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

POUR SUITE À DONNER

ACTIVITÉS MENÉES PAR L'UNICEF DANS LE CADRE DU SUIVI DE LA CONFÉRENCE
INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

RÉSUMÉ

Dans sa décision 1995/11 [E/ICEF/1995/9 (Partie II)], adoptée à sa seconde session ordinaire de 1995, le Conseil d'administration a pris note du document E/ICEF/1995/12 et Corr.1 sur les activités menées par l'UNICEF dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui s'est tenue au Caire en septembre 1994. Par cette décision, le Conseil priait aussi le secrétariat de lui soumettre à sa troisième session ordinaire de 1995 un document révisé pour tenir compte des observations des membres du Conseil (voir E/ICEF/1995/9 (Partie II), par. 110 à 117).

On trouvera dans le présent rapport un recensement des domaines prioritaires pour les activités menées par l'UNICEF dans le cadre du suivi de la CIPD et de l'application du Programme d'action de la Conférence. L'UNICEF s'est inspiré du "Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement" (A/CONF.171/13), a organisé des consultations avec ses partenaires et a tenu compte des directives que lui avait données le Conseil d'administration.

L'UNICEF se félicite de la conception globale définie par la CIPD et est bien résolu à jouer le rôle qui lui revient dans le suivi de la Conférence. Le principal message de la CIPD – à savoir que les êtres humains sont au centre de la problématique du développement durable – est un thème qui inspire aussi les programmes d'aide soutenus par l'UNICEF. La CIPD a réaffirmé des objectifs de développement au service des enfants et a fourni à tous les peuples un cadre d'un intérêt exceptionnel pour la recherche des moyens d'améliorer leur santé et leur bien-être.

* E/ICEF/1995/20.

Dans ses activités de suivi de la CIPD, l'UNICEF continuera à coopérer étroitement avec des partenaires dans les secteurs les plus divers, en particulier pour l'éducation des filles, l'émancipation des femmes, les soins de santé primaires, y compris de santé génésique, et les progrès dans la réduction de la mortalité infantile et maternelle. Outre sa collaboration avec les pays, l'UNICEF a participé activement aux travaux de cinq groupes de travail de l'Équipe de travail interinstitutions sur la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et, à la demande du Fonds des Nations Unies pour la population, l'UNICEF est l'organisme chef de file pour le groupe de travail chargé de "renforcer les capacités nationales de surveillance de la mortalité juvénile et maternelle".

Désireux de concourir à l'application du Programme d'action de la CIPD, l'UNICEF continuera à plaider activement pour la protection, la survie et le développement des enfants, et en particulier pour la réduction des disparités entre les garçons et les filles. Le Fonds accroîtra son soutien à l'action entreprise au niveau des pays en faveur de l'éducation des filles, de la santé des adolescents et de la santé et de l'émancipation des femmes. L'UNICEF mettra l'accent sur la coopération et la collaboration avec ses partenaires des Nations Unies de façon à améliorer plus rapidement le sort des enfants, des adolescents et des femmes.

Un projet de recommandation sur les activités menées par l'UNICEF dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement figure au paragraphe 30.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 2	4
I. IMPORTANCE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT POUR L'UNICEF	3 - 5	4
II. COLLABORATION INTERNATIONALE POUR LE SUIVI DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT	6 - 14	5
III. CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT ET PRIORITÉS PROGRAMMATIQUES DE L'UNICEF	15 - 28	8
A. Éducation des filles	16 - 17	8
B. Émancipation des femmes	18 - 19	9
C. Soins de santé primaires et survie de l'enfant .	20 - 21	10
D. Santé génésique	22 - 24	10
E. Réduction de la mortalité postinfantile et maternelle	25 - 26	12
F. Autres domaines d'intérêt	27 - 28	13
IV. DÉFINITION DES PRIORITÉS	29	14
V. PROJET DE RECOMMANDATION	30	14

INTRODUCTION

1. Depuis le Sommet mondial pour les enfants (1990), plusieurs conférences mondiales de portée historique organisées par les Nations Unies ont placé au premier plan des préoccupations internationales le développement social, et notamment les droits et les besoins des groupes sociaux les plus vulnérables. Reprenant tout ce à quoi ces conférences ont abouti, le présent rapport examine les activités menées par l'UNICEF dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire en septembre 1994. Il s'inspire du "Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement" (A/CONF.171/13) et fait suite aux documents directifs présentés au Conseil d'administration concernant l'éducation de base (E/ICEF/1995/16); les stratégies de l'UNICEF en matière de santé (E/ICEF/1995/11/Rev.1); la maternité sans risques (E/ICEF/1990/L.13); la planification familiale (E/ICEF/1993/L.5); la prévention de la contamination par le VIH/sida (E/ICEF/1992/L.11); l'égalité des sexes et la démarginalisation des femmes et des fillettes (E/ICEF/1994/L.5 et Add.1); les enfants, l'environnement et le développement durable : mesures prises par l'UNICEF en vue d'appliquer l'Action 21 (E/ICEF/1993/L.2). Il fait suite également au rapport de 1992 sur la collaboration entre l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) (E/ICEF/1992/L.13) et au document, récemment paru, traitant de la suite donnée par l'UNICEF au Sommet mondial pour le développement social (E/ICEF/1995/19).

2. Les résultats de la Conférence internationale sur la population et le développement reflètent le phénomène actuel de mobilisation internationale en faveur du développement social. Depuis le début de la décennie, des dirigeants du monde entier, lors de sommets mondiaux, se sont engagés à protéger les enfants, l'environnement et les droits de l'homme, à améliorer la qualité de la vie de tous par un développement durable et à atténuer la pauvreté. Au fil du temps, une unité de vues s'est peu à peu établie, pour reconnaître que seuls des progrès vers une participation pleine et entière des femmes à tous les aspects de l'existence, permettront la réalisation des objectifs de développement humain; que les femmes, tout en continuant de jouer un rôle crucial dans la famille et dans son épanouissement, devront également, de plus en plus, assumer des responsabilités et s'associer pleinement au développement collectif et national; enfin que, même si la promotion du statut économique et social des femmes et le progrès de leur condition en matière d'éducation et de santé constituent en soi des buts importants, seule une synergie entre ces réalisations permettra d'accéder rapidement à un changement social viable. Pour que le monde puisse saisir cette chance historique d'accélérer le progrès social, économique et politique pour le bien de tous, des mesures doivent être prises au plus vite afin de répondre aux besoins élémentaires des femmes et des filles et de défendre leurs droits.

I. IMPORTANCE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT POUR L'UNICEF

3. L'UNICEF se félicite de l'approche intégrée retenue à la Conférence internationale sur la population et le développement et entend jouer pleinement son rôle dans le suivi de cette dernière. Le principal message de la Conférence, à savoir que les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable, est un thème fondamental tant des programmes

/...

d'assistance que soutient l'UNICEF que de ses activités de plaidoyer. Le Programme d'action de la Conférence réitère les engagements pris au Sommet mondial pour les enfants et les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il constitue un cadre d'un intérêt exceptionnel pour l'accès de tous à une meilleure santé et à un plus grand bien-être.

4. L'UNICEF est acquis sans réserve aux principes issus de la Conférence encourageant : le développement et la protection de l'enfant; le droit à l'éducation de base; la démarginalisation des femmes et des fillettes; la famille en tant que cellule première de la société; l'accès de tous aux soins de santé primaires; le droit pour tous les couples et tous les individus de décider librement et en toute responsabilité du nombre et de l'espacement des enfants qu'ils souhaitent avoir. L'UNICEF fera tout particulièrement valoir ces principes dans le cadre de ses activités de plaidoyer et d'appui aux programmes, compte tenu de son mandat et de ses atouts.

5. La conception du développement qui a inspiré la Conférence fait naître des possibilités et des exigences nouvelles en matière de concertation, de collaboration et de coordination, tant au sein du système des Nations Unies qu'entre ce dernier et les autres acteurs nationaux et internationaux. En conséquence, l'UNICEF entend poursuivre son action en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies et les ONG partenaires, ainsi qu'avec ses interlocuteurs multi et bilatéraux.

II. COLLABORATION INTERNATIONALE POUR LE SUIVI DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT

6. Le FNUAP a reçu pour mission de coordonner le suivi de la Conférence. L'UNICEF coopère sans réserve avec ce dernier, en accord avec la résolution 49/128 de l'Assemblée générale (19 décembre 1994), où les organes et organisations du système des Nations Unies sont invités à renforcer et adapter leurs programmes en fonction des besoins du suivi de la Conférence. L'apport de l'UNICEF va dans le sens de la stratégie de programmation du FNUAP telle qu'elle a été définie dans le rapport de son conseil d'administration intitulé "Priorités de programme et orientations futures du FNUAP à la lumière de la Conférence internationale sur la population et le développement" (DP/1995/25).

7. L'UNICEF a concouru activement aux travaux des cinq groupes de travail de l'Équipe de travail interinstitutions sur la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence. Ces activités visent à instaurer un mode d'action concerté, notamment en ce qui concerne la coopération au niveau national. Prenant part aux activités de l'Équipe de travail dans chacun des cinq domaines concernés, l'UNICEF, pour faciliter la participation de l'ensemble du système à la définition, à la mise en oeuvre et au suivi des activités nationales, aidera à formuler des directives pratiques à l'usage des coordonnateurs locaux. Pour harmoniser les activités qu'il mène dans tous ces domaines, l'UNICEF a désigné une équipe de travail interne chargée du suivi de la Conférence. L'UNICEF poursuit par ailleurs sa contribution à l'Équipe de travail interinstitutions. C'est l'UNICEF qui, à la demande du FNUAP, pilote le groupe de travail "Renforcer les capacités nationales de surveillance de la mortalité juvénile

et maternelle". Ce groupe de travail a produit un ensemble de directives provisoires à l'intention des coordonnateurs locaux des Nations Unies.

8. Les activités de suivi de l'UNICEF pour les objectifs d'éducation de la Conférence auront pour cadres a) le Groupe de travail de la Conférence chargé de l'éducation de base; b) le Comité mixte UNESCO/UNICEF sur l'éducation; c) le Forum de l'éducation pour tous; d) le Groupe d'étude des bailleurs de fonds en faveur de l'éducation en Afrique. L'UNICEF poursuivra son action à travers tous ces cadres afin de promouvoir l'éducation des filles, d'élargir l'accès à une éducation primaire de qualité, et d'évaluer les progrès.

9. En ce qui concerne la démarginalisation des femmes, l'UNICEF participe, notamment à travers le Groupe consultatif mixte des politiques, à des actions communes visant à définir des indicateurs de l'émancipation et de la participation des femmes, ainsi qu'à intégrer dans les politiques et programmes nationaux de développement la question de l'inégalité des chances selon le sexe. L'UNICEF collabore en outre à "Les femmes dans le monde". L'UNICEF prendra une part active à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes ainsi qu'à son suivi.

10. Dans le domaine de la santé, l'UNICEF, en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le FNUAP, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (UNAIDS) et d'autres partenaires non gouvernementaux, continuera de travailler au renforcement des stratégies de santé mondiale concernant les enfants, les jeunes et les femmes. Il continuera de prendre une part active à des mécanismes de coordination interinstitutionnels, tels que le Groupe d'étude pour la survie et le développement de l'enfant, le Groupe de travail interinstitutions sur la maternité sans risques, le Programme conjoint sur la mortalité maternelle et l'invalidité des mères. L'UNICEF est l'un des six organismes du Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida. À ce titre, il collaborera de près à ses actions nationales et internationales; participera, notamment, aux travaux liés à la prévention auprès des adolescents de la transmission du VIH ainsi qu'au développement de programmes d'assistance aux communautés et familles touchées par le sida.

11. En ce qui concerne la formation, l'UNICEF donnera son appui à ses bureaux nationaux pour leur permettre de programmer efficacement les actions découlant de la Conférence internationale sur la population et le développement. Il s'agira de sensibiliser les équipes de l'UNICEF aux problèmes liés à la population et au développement, afin qu'elles puissent intégrer ces nouvelles stratégies dans des programmes futurs et mieux coordonner leur action avec celles d'autres organismes. Des organes de coopération interinstitutionnelle tels que le Groupe consultatif mixte des politiques serviront à développer et diffuser des outils de formation communs destinés aux bureaux nationaux. De tels outils existent déjà pour le VIH/sida et la prévention du harcèlement sexuel notamment. Un programme de développement interinstitutions (PNUD, OMS, FNUAP, UNICEF) visant à produire un modèle de formation sur la maternité sans risques est déjà bien avancé. Au sein de l'équipe du JCGP chargée de la formation, l'UNICEF participera au développement d'outils supplémentaires, nécessaires pour permettre aux organismes des Nations Unies intéressés de donner au mieux suite à la Conférence internationale sur la population et le développement.

/...

12. Au niveau opérationnel, les bureaux de l'UNICEF, à travers le réseau des coordonnateurs locaux des Nations Unies, travailleront de concert avec d'autres organismes des Nations Unies afin d'aider les gouvernements et de renforcer les partenariats, contribuant ainsi à un suivi cohérent de la Conférence. L'UNICEF privilégiera les domaines où il a une compétence particulière, à savoir les activités de plaidoyer, l'IEC (information, éducation et communication) et les programmes d'intérêt commun. Cette démarche s'insère dans le contexte plus vaste du suivi des conférences, dont la description est donnée dans le document de travail sur le programme de soutien des organismes des Nations Unies à l'application des grandes conférences, qui a été distribué lors de réunions de hauts fonctionnaires tenues les 1er et 2 juin 1995. Dans ce document, il est demandé aux organismes des Nations Unies d'aider les gouvernements à élaborer une stratégie nationale de développement social, y compris par la collecte et la diffusion d'indicateurs et de statistiques. Une telle démarche permettra aux organismes des Nations Unies et à leurs partenaires, en collaboration étroite, de mieux aider les pays à réaliser les objectifs des conférences.

13. S'agissant du suivi de la Conférence, plusieurs enseignements importants peuvent être tirés de l'expérience déjà acquise par l'UNICEF lors du suivi du Sommet mondial pour les enfants, qui a montré que seule la présence hors siège d'au moins un organisme des Nations Unies permettait d'assurer en priorité le suivi. Le Conseil d'administration et la Directrice générale de l'UNICEF ont fait du suivi du Sommet mondial pour les enfants l'une des priorités du programme de l'UNICEF. Cela s'est traduit, au niveau des pays, par des activités d'appui aux programmes et par la mise en place de systèmes d'évaluation; des rencontres régionales et internationales d'experts de haut niveau ont eu lieu, ainsi que, partout dans le monde, des activités de plaidoyer. Le suivi du Sommet mondial s'est articulé au niveau national autour de cinq consignes d'action principales, énoncées dans la Déclaration et le Plan d'action :

a) Adoption et adaptation par les pays des sept objectifs fondamentaux et des 20 objectifs secondaires définis au Sommet mondial pour les enfants, ainsi que des objectifs à mi-parcours de la décennie;

b) Préparation de programmes d'action nationaux par les gouvernements;

c) Constitution d'équipes gouvernementales et non gouvernementales pour leur application;

d) Mobilisation des ressources, en particulier réaffectation des ressources existantes, grâce à une clarification des priorités et à une réduction des coûts;

e) Évaluation du suivi, tant pour assurer les progrès et permettre des changements de cap que pour mobiliser et conserver l'intérêt des populations comme des dirigeants.

14. Le suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement sera l'occasion de s'inspirer des programmes mis en place au lendemain du Sommet mondial pour les enfants et de les élargir en y incorporant les objectifs de la CIPD.

III. CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET
LE DÉVELOPPEMENT ET PRIORITÉS PROGRAMMATIQUES
DE L'UNICEF

15. Dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement, l'UNICEF s'attachera à promouvoir la survie et le développement de l'enfant et de la femme en renforçant son appui aux programmes dans quatre domaines principaux : a) l'éducation des filles; b) l'émancipation des femmes et des filles; c) les soins de santé primaires (SSP), y compris en matière de santé génésique; et d) la réduction de la mortalité postinfantile et maternelle.

A. Éducation des filles

16. La Conférence a souligné que l'éducation, notamment l'éducation des filles et des femmes, contribuait de façon essentielle à favoriser le développement durable et à améliorer la condition de la femme ainsi que l'état sanitaire et nutritionnel des familles. Le Programme d'action engage les pays à donner au plus grand nombre l'accès à un enseignement de qualité en réduisant les disparités entre les sexes. Il leur demande de "redoubler d'efforts pour ouvrir complètement les portes de l'enseignement primaire et de l'enseignement de type équivalent tant aux filles qu'aux garçons et ce le plus rapidement possible"¹. Il recommande aux pays de prendre des mesures correctives visant à retenir les filles et les adolescents à l'école, telles que la construction d'écoles, la sensibilisation des enseignants aux comportements discriminatoires fondés sur le sexe et l'apport de ressources financières ou d'un soutien de toute autre nature. Il les encourage également à garantir l'accès des filles et des femmes à l'enseignement secondaire et supérieur et à la formation professionnelle.

17. Le document d'orientation présenté par l'UNICEF sur l'éducation de base (E/ICEF/1995/16) décrit les politiques, stratégies et actions de l'UNICEF qui sont en accord avec les objectifs fixés par la Conférence en matière d'éducation de base. L'UNICEF préconise vivement et explicitement des mesures palliatives en faveur de l'éducation des filles. Il s'emploie dans ses programmes de pays à mieux intégrer les filles dans le système éducatif traditionnel en adaptant celui-ci à leurs besoins et à leurs préoccupations propres. La formation des femmes au métier d'enseignant et aux professions administratives, la prise en compte des problèmes liés aux discriminations fondées sur le sexe dans les manuels et les programmes scolaires et dans les supports de formation des enseignants, la mobilisation des parents et des collectivités pour qu'ils participent à l'éducation des filles; et la sensibilisation de la société civile aux effets bénéfiques de l'éducation des filles seront autant de points importants du suivi de la Conférence par l'UNICEF. Une importance accrue sera accordée à la promotion des politiques mises en oeuvre par les pouvoirs publics pour encourager les filles à rester à l'école, y compris lorsqu'elles sont enceintes ou élèvent un enfant. Par ailleurs, l'UNICEF soutient les programmes d'enseignement non traditionnels d'une qualité comparable à celle de l'enseignement dispensé dans les établissements traditionnels. Tandis que la plupart des activités sont menées à l'échelon national, les bureaux régionaux

¹ Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement (A/CONF.171/13), 18 octobre 1994, p. 87, par. 11.6.

fournissent un appui technique en matière de formation, d'élaboration des programmes scolaires, de collecte de données ventilées par sexe et de suivi des progrès réalisés. À l'échelon mondial, la mise au point des politiques et des stratégies, les activités de plaidoyer et la mobilisation de ressources pour l'éducation des filles s'inscrivent et continueront de s'inscrire dans le cadre des activités de suivi menées par l'UNICEF en collaboration étroite avec l'UNESCO et d'autres organisations.

B. Émancipation des femmes

18. Le Programme d'action de la Conférence souligne l'importance de l'émancipation des femmes et de l'amélioration de leur condition sur les plans politique, social, économique et sanitaire. Il demande l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe tout au long du cycle de vie et insiste notamment sur l'amélioration de la santé, de la nutrition et de l'éducation des filles et des jeunes femmes. Il engage les pays à a) protéger les droits des femmes par le biais de leur législation nationale et des conventions internationales; b) garantir aux femmes l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux soins de santé primaires, y compris en matière de santé génésique; c) éliminer toutes les formes d'exploitation et de la violence à l'égard des filles et des femmes; d) encourager la participation des femmes au processus politique à tous les niveaux, sur un pied d'égalité avec les hommes; et e) favoriser le développement des associations féminines locales. La Conférence a mis l'accent sur la nécessité d'un partage des responsabilités entre hommes et femmes en matière de sexualité et de procréation ainsi qu'au sein de la famille et de la collectivité.

19. La politique de l'UNICEF en matière d'égalité entre les sexes et de démarginalisation des femmes et des filles (E/ICEF/1993/L.5 et Add.1) vient compléter les principes, les objectifs et les actions décrits dans le Programme d'action de la Conférence. L'UNICEF entend s'employer à accorder plus de place à la démarginalisation de la femme dans ses programmes d'appui et à éliminer toute disparité fondée sur le sexe dans la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants. Il contribue de façon appréciable aux actions visant à éliminer la discrimination à l'égard des filles, notant par ces activités de plaidoyer et ses programmes d'information, éducation et communication axés sur la collectivité. Il a élaboré un plan-cadre pour l'égalité des sexes et la responsabilisation des femmes, qui vise à accroître la participation des femmes à la conception des programmes portant sur la santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau et l'assainissement. À l'échelon national, l'UNICEF continuera à préconiser et à soutenir l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes nationaux tenant compte du rôle propre des femmes, en accordant une attention particulière aux problèmes des filles. Il apportera également son appui aux activités de formation visant à renforcer les capacités aux échelons national ou collectif en matière d'analyse des problèmes propres à chaque sexe. Par ailleurs, il renforcera ses activités de plaidoyer et d'information, éducation et communication visant à améliorer la santé des filles et des jeunes femmes et à promouvoir leur épanouissement, notamment en mettant fin à des pratiques traditionnelles dangereuses, telles que les mutilations sexuelles féminines et le mariage précoce et en luttant contre les maladies sexuellement transmissibles et les grossesses précoces.

C. Soins de santé primaires et survie de l'enfant

20. Les soins de santé primaires et la survie de l'enfant sont deux éléments importants du Programme d'action de la Conférence, qui demande aux pays de s'engager à garantir l'accès universel aux soins de santé de base, à promouvoir la survie de l'enfant et améliorer sa santé et sa nutrition et à favoriser l'allaitement maternel en tant qu'élément essentiel de la survie de l'enfant. Le Programme met l'accent sur la réalisation des objectifs établis au Sommet mondial pour les enfants dans le domaine de la santé, la nécessité de renforcer et réorganiser le secteur de la santé et l'importance de la participation des collectivités à l'organisation, au financement et à la gestion des services de santé. Il souligne également la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des fortes mortalités infantiles et postinfantiles et de prendre en compte les liens entre la survie de l'enfant et la santé génésique des mères, notamment des mères adolescentes. Il encourage les activités d'information, éducation et communication visant à permettre aux individus de surveiller davantage et d'améliorer leur santé, à mieux informer les parents sur les soins à apporter aux enfants et à promouvoir l'allaitement maternel.

21. Comme le décrit le rapport sur la stratégie de l'UNICEF dans le domaine de la santé (E/ICEF/1995/11/Rev.1), les programmes d'assistance mis en oeuvre par l'UNICEF, qui s'inscrivent dans le cadre des politiques et stratégies adoptées par l'Assemblée mondiale de la santé, visent avant tout à réduire la mortalité infantile, postinfantile et maternelle en s'appuyant sur des mesures relatives à la promotion et à la surveillance de la santé, ainsi qu'aux services de santé essentiels. Les activités de l'UNICEF en matière de promotion de la santé visent à a) encourager les pouvoirs publics à adopter des politiques saines; b) garantir l'accès à une information sanitaire élémentaire; c) permettre aux individus d'acquérir les aptitudes nécessaires pour protéger et promouvoir la santé; d) créer un environnement favorable en s'appuyant sur les pairs, la famille et les médias; e) réorganiser les services de santé afin de mettre l'accent sur leurs activités de promotion de la santé. En vue de renforcer les services de santé essentiels, l'UNICEF soutient les mesures visant à améliorer le fonctionnement des services de santé de base et de leurs antennes extérieures par le biais de la formation et de la mobilisation des collectivités; à améliorer l'efficacité des systèmes d'orientation des services de santé maternelle et infantile à l'échelon local, en accordant une attention particulière aux soins obstétricaux élémentaires; et à encourager des politiques nationales qui contribuent à garantir un accès universel aux services essentiels. Dans le domaine de la surveillance de la santé, l'accent est mis sur les processus visant à renforcer le suivi de la santé maternelle et infantile dans les ménages, à consolider les liens entre les agents de santé et la collectivité et à attirer l'attention des responsables politiques et techniques sur l'état sanitaire des groupes les plus vulnérables aux échelons local et national.

D. Santé génésique

22. L'ensemble du Programme d'action de la Conférence met l'accent sur l'importance cruciale de la santé génésique, qui est définie comme le bien-être général, tant physique que mental et social, de la personne humaine, pour tout ce qui concerne l'appareil génital, ses fonctions et son fonctionnement et non

/...

pas seulement l'absence de maladies ou d'infirmités². La santé génésique recouvre notamment la maternité sans risque, la planification familiale, la prévention du VIH/sida et des autres MST et la santé des adolescents en matière de procréation. Le Programme d'action affirme que les programmes de soins de santé génésique doivent a) être conçus de façon à répondre aux besoins des femmes et des adolescents; b) permettre aux femmes et aux adolescents de prendre part à l'organisation et la gestion des services; et c) respecter la dignité de toutes les personnes. Il demande aux pays de prévenir les MST, y compris le VIH/sida, d'en réduire les incidences et de proposer des traitements, en faisant appel aux soins de santé primaires et aux services de planification familiale. Par ailleurs, il préconise un exercice responsable des droits en matière de procréation. "Ces droits reposent sur la reconnaissance du droit fondamental de tous les couples et des individus de décider librement et avec discernement du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leurs naissances et de disposer des informations nécessaires pour ce faire, et du droit de tous d'accéder à la meilleure santé en matière de sexualité et de procréation. Ce droit repose aussi sur le droit de tous de prendre des décisions en matière de procréation sans être en butte à la discrimination, à la coercition ou à la violence, tel qu'exprimé dans des documents relatifs aux droits de l'homme³." Le Programme d'action accorde une importance particulière à la santé génésique des adolescents. Il demande aux pays de protéger et promouvoir le droit des adolescents à recevoir éducation, information et soins en matière de santé génésique et de réduire considérablement le nombre de grossesses précoces, tout en reconnaissant les droits, les devoirs et les responsabilités des parents.

23. L'UNICEF contribue activement à l'élaboration de stratégies appropriées et à la planification de programmes dans les domaines de la maternité sans risque, de la planification familiale et de la prévention du VIH/sida et des autres MST. Dans son soutien aux activités relatives à la santé des femmes, il s'attache à travailler en collaboration avec les organisations féminines à l'échelon des collectivités. Il met l'accent sur le renforcement des liens avec le secteur de la santé et s'efforce d'aider des organisations féminines à mener des activités d'information, éducation et communication et à mettre en place des mécanismes de financement des soins de santé. Les activités d'information, éducation et communication visent notamment à aider les femmes et leurs familles à préparer des accouchements sans risques, à répandre des pratiques qui encouragent les individus à faire appel aux services de santé et à favoriser une planification responsable du nombre et de l'espacement des naissances par les familles. Les programmes d'assistance de l'UNICEF viseront également à soutenir les efforts de mobilisation en faveur de l'accouchement sans risque à l'échelon national. Des commissions ou des groupes de travail nationaux sur l'accouchement sans risque seront chargés de suivre les progrès réalisés en matière de réduction de la mortalité maternelle, de rationalisation des pratiques médicales et de mobilisation des responsables politiques et des collectivités en faveur de la santé des femmes. L'UNICEF travaille, en étroite collaboration avec l'OMS, au renforcement des services d'obstétrique et des systèmes d'aiguillage des grossesses et accouchements compliqués ou de complications mortelles d'avortements pratiqués dans de mauvaises conditions. Une importance de plus

² Ibid., p. 45, par. 7.2.

³ Ibid., p. 45, par. 7.3.

en plus grande sera accordée au rôle des infirmières et des sages-femmes, à l'acquisition de connaissances spécialisées de secourisme, aux soins apportés aux mères et aux nouveau-nés, aux consultations prénatales et postnatales, au diagnostic et au traitement des infections de l'appareil génital et à la planification familiale. Des efforts seront faits pour renforcer le rôle des accoucheuses traditionnelles en matière de promotion de la santé, d'orientation vers les infirmières ou sages-femmes et les autres dispensateurs de soins obstétriques et de préparation des accouchements sans risque.

24. Les activités de l'UNICEF dans le domaine de la santé des adolescents visent à renforcer le dialogue et la coopération entre les jeunes, les parents, les éducateurs, les professionnels de la santé et les autorités locales en matière de santé, y compris de santé génésique. Elles visent également à garantir aux adolescents l'accès à l'information, aux compétences et aux services dont ils ont besoin pour défendre leur propre santé et éventuellement la santé de leurs enfants. L'UNICEF soutient les programmes de santé scolaire qui mettent l'accent sur une éducation sanitaire fondée sur l'acquisition de connaissances pratiques, y compris en matière de santé génésique, les services de santé et de nutrition, l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les locaux scolaires et les activités périscolaires qui contribuent à améliorer la santé des enfants d'âge scolaire. Des efforts particuliers seront faits, en collaboration étroite avec les parents et les organisations communautaires, pour faciliter l'accès des adolescents à des soins et conseils de qualité. L'UNICEF soutiendra les activités menées par les gouvernements et les ONG en vue de mieux informer les adolescents les plus fragiles, de former les travailleurs sanitaires aux questions relatives à la santé des adolescents et de renforcer les liens entre le secteur de la santé et les ONG. Il sera particulièrement attentif aux besoins des filles et des jeunes femmes en matière de santé, qui concernent la nutrition, la prévention des grossesses précoces et non désirées et l'élimination des pratiques traditionnelles dangereuses telles que les mutilations sexuelles féminines. Ses activités d'information, éducation et communication auprès des garçons et des jeunes hommes viseront essentiellement à encourager ceux-ci à adopter des pratiques saines et un comportement sexuel responsable. Le soutien apporté par l'UNICEF aux ONG de jeunes sera axé sur le renforcement de leur capacité de promouvoir la santé, notamment en répondant aux besoins des adolescents fragiles et en fournissant des services d'information, d'orientation et de conseils.

E. Réduction de la mortalité postinfantile et maternelle

25. Le Programme d'action de la Conférence souligne qu'il est important de disposer de données fiables, actualisées et comparables au niveau international qui puissent servir de base à l'élaboration, à la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques et des programmes. Il reconnaît par ailleurs que la qualité et l'étendue de l'information disponible restent souvent insuffisantes. C'est pourquoi il demande aux gouvernements de tous les pays, en particulier des pays en développement, de renforcer leurs systèmes de données. Une attention particulière devrait être accordée au suivi des activités menées en vue de réaliser les objectifs établis par la Conférence ainsi qu'au suivi des tendances démographiques. Le Programme d'action encourage les échanges entre les utilisateurs et les fournisseurs de données et met l'accent sur la nécessité d'améliorer la diffusion et l'utilisation des résultats de la recherche.

26. En application des recommandations du Programme d'action de la Conférence, l'UNICEF accentue sa collaboration avec les autres organismes des Nations Unies en vue d'aider les pays à renforcer leur capacité de suivi des activités visant à atteindre les objectifs du Sommet mondial pour les enfants, et donc à améliorer leur suivi de la réalisation des objectifs de la Conférence. Tout dernièrement, l'UNICEF, en collaboration avec l'OMS, le FNUAP, l'UNESCO, la Division de statistique de l'ONU et les centres d'excellence régionaux, a aidé les pays à mettre en place une base de données statistiques leur permettant de rendre compte des progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs précis fixés pour le milieu de la décennie. L'un des buts principaux des activités de suivi est de rapprocher les utilisateurs et les fournisseurs de données et de s'assurer que les responsables de l'élaboration des politiques aient accès à des informations claires et actualisées sur lesquelles ils puissent fonder leurs décisions. Ceci a été l'une des préoccupations essentielles de l'UNICEF dans le domaine du suivi des taux de mortalité infantile. En ce qui concerne la mortalité maternelle, l'accent a été mis sur le renforcement des systèmes de données utilisés pour mesurer les taux de mortalité et sur les indicateurs d'évolution.

F. Autres domaines d'intérêt

27. La Conférence a appelé l'attention sur d'autres domaines dans lesquels l'UNICEF a un rôle important à jouer, qui recouvrent les questions des besoins des enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles, de la condition des enfants et des femmes réfugiés ou vivant dans des situations d'urgence, des problèmes écologiques et du rôle central de la famille dans la société. En vue de promouvoir la protection, la survie et le développement des enfants et des jeunes, le Programme d'action demande aux pays de lutter contre l'abandon, l'exploitation et le mauvais traitement des enfants et des jeunes, notamment des enfants des rues, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant. Par ailleurs, il met l'accent sur les besoins spécifiques des femmes et des enfants réfugiés et déplacés, en ce qui concerne notamment leur accès à des services sanitaires, éducatifs et sociaux adéquats. Enfin, la Conférence a confirmé les engagements d'Action 21 en matière d'environnement, en soulignant les liens existant entre la satisfaction des besoins fondamentaux et la protection de l'environnement.

28. L'UNICEF travaille activement dans ces domaines importants et la Conférence lui a donné un élan supplémentaire et lui a montré la voie à suivre pour renforcer et étendre ses activités. En ce qui concerne les enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles, l'UNICEF continuera de se fonder sur les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et reliera davantage son action aux programmes mis en oeuvre dans le domaine de la santé, notamment pour la prévention du VIH/sida, de l'exploitation sexuelle, de la toxicomanie et de la violence, et aux programmes d'éducation de base destinés aux jeunes et aux femmes non scolarisés. Par ailleurs, l'UNICEF apportera un soutien accru aux activités visant à répondre aux besoins sanitaires et nutritionnels des enfants et des femmes réfugiés ou vivant dans des situations d'urgence. La protection environnementale primaire, l'approvisionnement en eau et l'assainissement resteront des priorités pour l'UNICEF, qui mettra l'accent sur le renforcement de la capacité des collectivités d'améliorer la gestion de l'eau et l'approvisionnement des ménages en eau salubre. L'UNICEF reconnaît qu'une part importante des décisions touchant la santé et l'éducation des

enfants et la condition des filles et des femmes est prise au sein des familles. Il veillera donc, dans ses activités de plaidoyer et de programmation, à attirer l'attention sur le problème du rôle des hommes dans la prise des décisions.

IV. DÉFINITION DES PRIORITÉS

29. Les priorités des programmes de coopération mis en oeuvre par l'UNICEF dans le cadre du suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement seront établies en fonction des stratégies et des modalités adoptées pour les programmes de pays. Tandis que les activités de plaidoyer de l'UNICEF recouvriront le vaste ensemble de questions décrit dans le présent document, l'étendue de l'appui aux programmes apporté à chaque pays sera plus limitée. Elle dépendra des avantages comparatifs que présentera l'UNICEF par rapport à ses partenaires dans un pays donné et du montant des ressources disponibles. L'UNICEF poursuivra ses activités de plaidoyer en faveur de la protection, de la survie et du développement de l'enfant. Il renforcera son soutien aux activités menées à l'échelon national dans les domaines de l'éducation des filles, de la santé des adolescents, de la santé des femmes et de l'émancipation des femmes. L'accent sera mis sur la mobilisation de ressources pour le financement des programmes d'assistance et sur le contrôle et le suivi de leur exécution, qui devront être efficaces. Enfin, les activités menées dans le cadre du suivi de la Conférence devraient relancer la collaboration au sein du système des Nations Unies et mettre en valeur la complémentarité des différents organismes en clarifiant leurs mandats respectifs, afin que des avancées plus rapides puissent être faites en faveur des enfants, des jeunes et des femmes.

V. PROJET DE RECOMMANDATION

30. Le Directeur général recommande au Conseil d'administration d'approuver le projet de recommandation suivant relatif à la suite que l'UNICEF donnera à la Conférence internationale sur la population et le développement :

Le Conseil d'administration,

Réaffirmant que la suite que l'UNICEF donnera à la Conférence internationale sur la population et le développement devrait être conforme aux politiques arrêtées, notamment dans les documents d'examen d'ensemble sur l'éducation de base (E/ICEF/1995/16), la stratégie de l'UNICEF dans le domaine de la santé (E/ICEF/1995/11/Rev.1), l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes et des jeunes filles (E/ICEF/1994/L.5 et Add.1), la politique de l'UNICEF en matière de planification familiale (E/ICEF/1993/L.5), la maternité sans risque (E/ICEF/1990/L.13), la prévention du sida (E/ICEF/1992/L.11) et les enfants, l'environnement et le développement durable : mesures prises par l'UNICEF en vue d'appliquer Action 21 (E/ICEF/1993/L.2), et dans le rapport sur la collaboration entre l'UNICEF et le FNUAP (E/ICEF/1992/L.13) et le plan à moyen terme pour la période 1994-1997 (E/ICEF/1994/3 et Corr.1),

1. Approuve le cadre présenté dans le document E/ICEF/1995/12/Rev.1 sur la suite à donner à la Conférence internationale sur la population et le développement;

/...

2. Encourage l'UNICEF à continuer :

a) De renforcer le partenariat, la coordination et la collaboration avec l'OMS, le FNUAP, le PNUD, l'UNESCO et les autres organismes des Nations Unies ainsi que les ONG qui assurent activement le suivi de la Conférence, conformément à leurs mandats respectifs;

b) De mettre l'accent sur le renforcement des activités de plaidoyer et de programmation afin de promouvoir l'éducation des filles et des femmes et, plus précisément, de faciliter leur accès à une éducation de base de qualité et de leur permettre de recevoir un enseignement primaire complet;

c) De mettre l'accent sur le renforcement des activités de plaidoyer et de programmation afin de promouvoir la santé des femmes et, plus particulièrement, leur santé génésique en facilitant leur accès aux soins prénatals et maternels, aux soins obstétriques essentiels, aux services de planification familiale et à l'information dans ce domaine, ainsi qu'à l'action préventive et à la lutte contre les MST, notamment le sida;

d) De mettre l'accent sur le plaidoyer et la programmation afin de promouvoir la santé et le développement des adolescents par l'école, les soins de santé primaires et les organisations de jeunes;

e) De renforcer ses stratégies, ses activités de plaidoyer et ses programmes opérationnels relatifs à l'émancipation des femmes et des filles, aux enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles, aux enfants et aux femmes vivant dans des situations d'urgence, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, au rôle des hommes dans la famille et à d'autres questions recoupant plusieurs domaines, afin d'appuyer les principes et les priorités énoncés dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.
